

FRANCE SOCIAL

Apprentissage Séduisant mirage

Nicolas Sarkozy ne jure que par la formation en alternance pour lutter contre le chômage des jeunes. Ses prédécesseurs s'y sont pourtant cassé les dents.



Le gouvernement a prévu d'y consacrer 250 millions d'euros dans le cadre du grand emprunt. Pour l'instant, l'insuffisance demeure.

Les entreprises peinent à trouver des candidats

Enfin, l'image de l'apprentissage ne change que très lentement. Il est encore souvent perçu comme un pis-aller par les jeunes et leurs parents. « En France, le cursus scolaire reste la voie royale. En Allemagne, c'est l'apprentissage », précise Werner Zettelmeier, chargé de recherches au Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (Ciraac), de l'université de Cergy-Pontoise. Les entreprises volontaires peinent parfois à trouver des candidats. « Il y a deux ans, nous ne sommes pas parvenus à réunir les 20 personnes pour faire tourner une classe. Il y a un énorme travail à mener pour diffuser nos offres dans les écoles », souligne Dominique Giraudier, directeur général du groupe de restauration Flo, qui accueille 600 jeunes en alternance par an.

Conscient de la gageure que constitue un doublement du nombre d'apprentis à court terme, le gouvernement multiplie les incitations. Exonérations de charges pour les PME, campagne de promotion de l'alternance, grande mobilisation des branches professionnelles le 27 avril, les deux ministres font feu de tout bois. N'hésitant pas à renforcer les mesures prévues, de crainte qu'elles ne suffisent pas. Tout récemment, Xavier Bertrand, ministre de l'Emploi, a ainsi promis que le « zéro charges » réservé aux entreprises de moins de 250 salariés serait valable un an et non six mois comme prévu initialement. Pas sûr que cela suffise à transformer le mythe en réalité. ● **AGNÈS LAURENT**

Nicolas Sarkozy en est convaincu. Il a trouvé la solution pour lutter contre le chômage des moins de 25 ans. Demain, comme en Allemagne, l'apprentissage permettra à des milliers de jeunes de trouver leur premier job. Le chef de l'Etat en est à ce point persuadé qu'il a fixé à Xavier Bertrand et à Nadine Morano, les deux ministres chargés du dossier, un objectif très ambitieux, oscillant entre 800 000 et 1,2 million de jeunes en alternance à l'horizon 2015. Contre à peine plus de la moitié actuellement en cumulant apprentissage et professionnalisation.

La désillusion guette. Tous les gouvernements ont, ces dernières années, cédé au mythe de l'apprentissage. Sans que les résultats soient au rendez-vous. En 2005, Jean-Louis Borloo, qui était ministre de l'Emploi, avait promis 500 000 apprentis à la fin de 2009. Aujourd'hui, la barre n'est toujours pas franchie. Et le taux de chômage

des jeunes reste à un niveau très élevé : 22,3 %, contre 9,2 % en moyenne, à la fin de 2010.

Alors, simple mirage, l'apprentissage ? Pas si simple. Le dispositif a fait ses preuves en termes d'insertion. Trois ans après leur sortie d'école, 83 % des apprentis au niveau secondaire (CAP, BEP, bacs professionnels) ont décroché un job, contre 73 % pour la filière scolaire classique, selon une étude du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq). Mais la formule ne peut être dupliquée à l'infini. Premier obstacle, les capacités d'accueil des entreprises. « On signera peut-être 20 % de contrats en plus, mais on ne sera pas à la hauteur des objectifs gouvernementaux », tempête Jean Lardin, président de l'Union professionnelle artisanale (UPA), secteur qui emploie pourtant une très large part de jeunes en alternance. Autre problème, le manque de places – environ 100 000 – dans les centres de formation des apprentis.

DÉCIDÉ Le président de la République, en visite dans un centre de formation des apprentis, à Bobigny, en Seine-Saint-Denis, le 1^{er} mars.

Un objectif très ambitieux : entre 800 000 et 1,2 million de jeunes en alternance à l'horizon 2015